

ne s'oppose plus maintenant à ce que nous puissions convenablement procéder, d'une manière directe, à cet éminent travail scientifique, comme je vais commencer à le faire dans la leçon suivante, en traitant immédiatement de la méthode en physique sociale. Mais la suite de ce volume fera, j'espère, naturellement ressortir la haute utilité continue de la double introduction générale que je viens de terminer entièrement, et sans laquelle notre exposition eût été nécessairement affectée d'embarras et d'obscurité, et qui était surtout indispensable pour garantir, dès l'origine, la réalité politique de la conception principale, en manifestant sa relation fondamentale avec l'ensemble des besoins sociaux, dont nous pourrions ainsi éliminer dorénavant la considération formelle, pour suivre, avec une pleine liberté philosophique, l'essor purement spéculatif qui doit maintenant prédominer jusqu'à la fin de ce Traité, où la coordination générale entre la théorie et la pratique devra, à son tour, devenir finalement prépondérante.

---

### QUARANTE-HUITIÈME LEÇON.

Caractères fondamentaux de la méthode positive dans l'étude rationnelle des phénomènes sociaux.

---

Dans toute science réelle, les conceptions relatives à la méthode proprement dite sont, par leur nature, essentiellement inséparables de celles qui se rapportent directement à la doctrine elle-même, comme je l'ai établi, en principe général, dès le début de ce Traité. Isolément d'aucune application effective, les plus justes notions sur la méthode se réduisent toujours nécessairement à quelques généralités incontestables mais très vagues, profondément insuffisantes pour diriger avec un vrai succès les diverses recherches de notre intelligence, parce qu'elles ne caractérisent point les modifications fondamentales que ces préceptes trop uniformes doivent éprouver à l'égard de chaque sujet considéré. Plus les phénomènes deviennent complexes et spéciaux, moins il est possible de séparer utilement la méthode d'avec la doctrine,

puisque ces modifications acquièrent alors une intensité plus prononcée et une plus grande importance. Si donc nous avons dû jusqu'ici, à l'égard même des phénomènes les moins compliqués, soigneusement écarter cette vaine et stérile séparation préliminaire, nous ne saurions, sans doute, procéder autrement quand la complication supérieure du sujet, et en outre, son défaut actuel de positivité, nous en font évidemment une loi encore plus expresse. C'est surtout dans l'étude des phénomènes sociaux que la vraie notion fondamentale de la méthode ne peut effectivement résulter aujourd'hui que d'une première conception rationnelle de l'ensemble de la science, en sorte que les mêmes principes paraissent s'y rapporter alternativement ou à la méthode ou à la doctrine, suivant l'aspect sous lequel on les y considère. Une telle obligation philosophique doit éminemment augmenter les difficultés capitales que présente spontanément la première ébauche d'une science quelconque, et spécialement de celle-ci, où tout doit être ainsi simultanément créé. Toutefois, la suite de ce volume rendra, j'espère, incontestable la possibilité de satisfaire pleinement, de la manière la plus naturelle, à cette double condition intellectuelle, comme on a pu le pressentir jusqu'ici en reconnaissant, par un usage

déjà très varié, que ma théorie fondamentale sur la marche générale et nécessaire de l'esprit humain manifeste successivement, avec une égale aptitude, le caractère scientifique et le caractère logique, selon les divers besoins des applications.

Par ces motifs, il est donc sensible que, en sociologie, comme ailleurs, et même plus qu'ailleurs, la méthode positive ne saurait être essentiellement appréciée que d'après la considération rationnelle de ses principaux emplois, à mesure de leur accomplissement graduel : en sorte qu'il ne peut ici être nullement question d'un vrai traité logique préliminaire de la méthode en physique sociale. Néanmoins, il est, d'une autre part, évidemment indispensable, avant de procéder à l'examen direct de la science sociologique, de caractériser d'abord soigneusement son véritable esprit général, et l'ensemble des ressources fondamentales qui lui sont propres, ainsi que nous l'avons toujours fait, dans les trois volumes précédens, à l'égard des diverses sciences antérieures : l'extrême imperfection d'une telle science doit y rendre encore plus étroite cette obligation nécessaire. Quoique de pareilles considérations soient, sans doute, par leur nature, immédiatement relatives à la science elle-même,

envisagée quant à ses conceptions les plus essentielles, on peut cependant les rapporter plus spécialement à la simple méthode, puisqu'elles sont surtout destinées à diriger ultérieurement notre intelligence dans l'étude effective de ce sujet difficile, ce qui justifie suffisamment le titre propre de la leçon actuelle.

L'accomplissement graduel de cette opération préalable envers les autres sciences fondamentales, nous a jusqu'ici toujours entraînés spontanément à des explications d'autant plus élémentaires et plus explicites qu'il s'agissait d'une science plus compliquée et plus imparfaite. A l'égard des sciences les plus simples et les plus avancées, leur seule définition philosophique nous a d'abord presque suffi pour caractériser aussitôt leurs conditions et leurs ressources générales, sur lesquelles aucune incertitude capitale ne saurait aujourd'hui subsister chez tous les esprits convenablement éclairés. Mais il a fallu, de toute nécessité, procéder autrement quand les phénomènes, devenus plus complexes, n'ont plus permis de faire suffisamment ressortir la vraie nature essentielle d'une étude plus récente et moins constituée, si ce n'est à l'issue de discussions spéciales plus ou moins pénibles, heureusement superflues envers les sujets antérieurs. Dans la science biologique surtout, des

explications élémentaires, qui eussent, pour ainsi dire, semblé puérides en tout autre cas, nous ont paru essentiellement indispensables, afin d'y mettre définitivement à l'abri de toute grave contestation les principaux fondemens d'une étude positive, dont la philosophie excite encore d'aussi profonds dissentimens chez les intelligences même les plus avancées. Par une suite inévitable de cette progression constante, il était aisé de prévoir qu'une pareille obligation doit devenir bien plus nécessaire et et plus pénible relativement à la science du développement social, qui n'a jusqu'ici nullement atteint, sous aucun rapport, à une véritable positivité, et que les meilleurs esprits condamnent même aujourd'hui à n'y pouvoir jamais parvenir. On ne saurait donc s'étonner, en général, que les notions les plus simples et les plus fondamentales de la philosophie positive, rendues désormais heureusement triviales, à l'égard de sujets moins complexes et moins arriérés, par le progrès naturel de la raison humaine, exigent ici une sorte de discussion formelle, dont les résultats paraîtront, sans doute, à la plupart des juges éclairés, constituer aujourd'hui une innovation trop hardie, tout en s'y bornant à un faible équivalent proportionnel des conditions universellement admises envers tous les autres phénomènes quelconques.

Quand on apprécie, à l'abri de toute prévention, le véritable état présent de la science sociale, avec cet esprit franchement positif que doivent aujourd'hui développer les saines études scientifiques, on ne peut réellement s'empêcher d'y reconnaître, sans aucune exagération, soit dans l'ensemble de la méthode, ou dans celui de la doctrine, la combinaison des divers caractères essentiels qui ont toujours distingué jadis l'enfance théologico-métaphysique des autres branches de la philosophie naturelle. En un mot, cette situation générale de la science politique actuelle, reproduit exactement sous nos yeux l'analogie fondamentale de ce que furent autrefois l'astrologie pour l'astronomie, l'alchimie pour la chimie, et la recherche de la panacée universelle pour le système des études médicales. La politique théologique et la politique métaphysique, malgré leur antagonisme pratique, peuvent ici, sans le moindre inconvénient réel, afin de simplifier l'examen, être enveloppées dans une considération commune, parce que, au fond, sous le point de vue scientifique, la seconde ne constitue, à vrai dire, qu'une modification générale de la première, dont elle ne diffère essentiellement que par un caractère moins prononcé, comme nous l'avons déjà tant reconnu envers tous les autres

phénomènes naturels, et comme nous le constaterons de plus en plus à l'égard des phénomènes sociaux. Que les phénomènes soient rapportés à une intervention surnaturelle directe et continue, ou immédiatement expliqués par la vertu mystérieuse des entités correspondantes, cette diversité secondaire, entre des conceptions d'ailleurs finalement identiques, n'empêche nullement l'inévitable reproduction commune des attributs les plus caractéristiques, encore moins ici qu'en tout autre sujet philosophique. Ces caractères consistent principalement, quant à la méthode, dans la prépondérance fondamentale de l'imagination sur l'observation; et, quant à la doctrine, dans la recherche exclusive des notions absolues; d'où résulte doublement, pour destination finale de la science, la tendance inévitable à exercer une action arbitraire et indéfinie sur des phénomènes qui ne sont point regardés comme assujétis à d'invariables lois naturelles. En un mot, l'esprit général de toutes les spéculations humaines, à l'état théologico-métaphysique, est nécessairement à la fois idéal dans la marche, absolu dans la conception, et arbitraire dans l'application. Or, on ne saurait aucunement douter que tels ne soient encore aujourd'hui les caractères dominans de l'ensemble des spéculations sociales, sous quelque aspect

qu'on les envisage. Pris, à ce triple égard, en un sens totalement inverse, cet esprit nous indiquera d'avance, par un utile contraste préliminaire, la disposition intellectuelle vraiment fondamentale qui doit maintenant présider à la création de la sociologie positive, et qui devra ensuite diriger toujours son développement continu.

La philosophie positive est d'abord, en effet, profondément caractérisée, en un sujet quelconque, par cette subordination nécessaire et permanente de l'imagination à l'observation, qui constitue surtout l'esprit scientifique proprement dit, en opposition à l'esprit théologique ou métaphysique. Quoiqu'une telle philosophie offre, sans doute, à l'imagination humaine le champ le plus vaste et le plus fertile, comme nous l'a si hautement témoigné l'appréciation rationnelle des diverses sciences fondamentales, elle l'y restreint cependant sans cesse à découvrir ou à perfectionner l'exacte coordination de l'ensemble des faits observés ou les moyens d'entreprendre utilement de nouvelles explorations. C'est une semblable tendance habituelle à subordonner toujours les conceptions scientifiques aux faits dont elles sont seulement destinées à manifester la liaison réelle, qu'il s'agit, avant tout, d'introduire enfin dans

le système des études sociales, où les observations vagues et mal circonscrites n'offrent encore aux raisonnemens vraiment scientifiques aucun fondement suffisant, et sont, d'ordinaire, arbitrairement modifiées elles-mêmes au gré d'une imagination diversement stimulée par des passions éminemment mobiles. En vertu de leur complication supérieure, et accessoirement de leur connexion plus intime avec l'ensemble des passions humaines, les spéculations politiques devaient rester plongées, plus profondément et plus long-temps que toutes les autres, dans cette déplorable situation philosophique, où elles languissent encore essentiellement, tandis que les études plus simples et moins stimulantes en ont été successivement dégagées pendant les trois derniers siècles. Mais il ne faut jamais oublier que, jusqu'à des temps plus ou moins rapprochés, tous les divers ordres des conceptions scientifiques, sans aucune exception, ont toujours offert un pareil état d'enfance, dont ils se sont affranchis d'autant plus tard que leur nature était plus complexe et plus spéciale, et d'où les plus compliqués n'ont pu réellement sortir que de nos jours; comme nous l'avons surtout reconnu, en terminant le volume précédent, à l'égard des phénomènes intellectuels et moraux de la vie individuelle, qui, si l'on excepte un très petit

nombre d'esprits avancés, sont encore étudiés le plus souvent d'une manière presque aussi anti-scientifique que les phénomènes politiques eux-mêmes. C'est donc par une appréciation éminemment superficielle que l'on regarde habituellement aujourd'hui comme irrévocable et comme propre aux seuls sujets politiques cette disposition radicale au vague et à l'incertitude des observations, qui permet à l'imagination fallacieuse des sophistes et des rhéteurs d'y tourner pour ainsi dire à son gré l'interprétation des faits accomplis. La même imperfection a régné essentiellement jadis envers tous les autres sujets des spéculations humaines; il n'y a ici de vraiment particulier qu'une intensité plus prononcée et surtout inévitable prolongation, naturellement motivées par une complication supérieure, suivant ma théorie fondamentale du développement universel de l'esprit humain : et, par conséquent, la même théorie conduit à regarder, non - seulement comme possible, mais comme certaine et prochaine, l'extension nécessaire, à l'ensemble des spéculations sociales, d'une régénération philosophique analogue à celle qu'ont déjà plus ou moins éprouvée toutes nos autres études scientifiques; à cela près d'une difficulté intellectuelle beaucoup plus grande, et sauf les embarras que peut y susciter le contact

plus direct des principales passions, ce qui ne devrait, sans doute, que stimuler davantage les efforts des véritables penseurs.

Si, au lieu de considérer ainsi l'esprit général de la philosophie positive relativement au mode fondamental de procéder, on l'envisage maintenant quant au caractère essentiel des conceptions scientifiques, on peut reconnaître aisément que, conformément à notre première indication comparative, cette philosophie se distingue alors principalement de la philosophie théologico-métaphysique par une tendance constante et irrésistible à rendre nécessairement relatives toutes les notions qui, d'abord, étaient, au contraire, nécessairement absolues. Ce passage inévitable de l'absolu au relatif constitue, en effet, l'un des plus importants résultats philosophiques de chacune des révolutions intellectuelles qui ont successivement conduit les divers ordres de nos spéculations de l'état purement théologique ou métaphysique à l'état vraiment scientifique, ainsi que le lecteur a dû le remarquer, en tant d'occasions capitales, dans le cours des trois volumes précédens. Du point de vue purement scientifique, et en écartant toute idée d'application, on peut même regarder, ce me semble, un tel contraste général entre le relatif et l'absolu comme la mani-

festation la plus décisive de l'antipathie fondamentale qui sépare si profondément la philosophie moderne d'avec l'ancienne. Toute étude de la nature intime des êtres, de leurs causes premières et finales, etc., doit, évidemment, être toujours absolue, tandis que toute recherche des seules lois des phénomènes est éminemment relative, puisqu'elle suppose immédiatement un progrès continu de la spéculation subordonné au perfectionnement graduel de l'observation, sans que l'exacte réalité puisse être jamais, en aucun genre, parfaitement dévoilée : en sorte que le caractère relatif des conceptions scientifiques est nécessairement inséparable de la vraie notion des lois naturelles, aussi bien que la chimérique tendance aux connaissances absolues accompagne spontanément l'emploi quelconque des fictions théologiques ou des entités métaphysiques. Or, il serait ici superflu d'insister beaucoup pour constater aujourd'hui que cet esprit absolu caractérise encore essentiellement l'ensemble des spéculations sociales, qui, dans les diverses écoles actuelles, soit théologiques, soit métaphysiques, se montrent constamment dominées par l'uniforme considération d'un type politique immuable, d'ailleurs plus ou moins vaguement défini, mais toujours conçu de manière à interdire toute modification régu-

lière des principales conceptions politiques d'après l'état éminemment variable de la civilisation humaine. Quoiqu'une telle notion, qui n'a pu reposer sur aucune élaboration vraiment rationnelle, doive spontanément engendrer, surtout de nos jours, de grandes divergences philosophiques, beaucoup moins prononcées toutefois qu'elles ne semblent l'être, cependant chacune des nombreuses opinions dont ce type fondamental a été le sujet lui conserve, au fond, la même immobilité nécessaire, à travers toutes les modifications successives que présente l'histoire générale du développement social. Cet esprit absolu est même tellement inhérent à la science politique actuelle, qu'il y constitue jusqu'ici le seul moyen général, malgré ses immenses inconvénients, d'imposer un frein quelconque au cours naturel des divagations individuelles, et de prévenir le débordement imminent d'opinions arbitrairement variables. Aussi les divers philosophes qui, justement préoccupés du grave danger d'un tel absolutisme intellectuel, ont quelquefois tenté de s'en affranchir, mais sans avoir la force de s'élever jusqu'à la conception d'une politique vraiment positive, ont-ils inévitablement mérité le reproche, encore plus capital, de présenter toutes les notions politiques comme étant, par leur nature, radicalement incertaines

et même arbitraires, parce qu'en effet ils détruisaient ainsi les fondemens habituels de leur faible consistance actuelle, sans y substituer aucune base nouvelle d'une fixité plus réelle et plus ferme. Ces tentatives mal conçues ont même jeté d'avance, à vrai dire, chez les juges les plus graves, une sorte de discrédit universel sur toute entreprise philosophique quelconque destinée à régénérer ainsi l'esprit général de la politique, qui, en perdant son absolutisme, semblerait aujourd'hui, aux yeux de beaucoup d'hommes éminemment respectables des divers partis actuels, devoir nécessairement perdre aussi sa stabilité, et par suite sa moralité. Mais ces craintes empiriques, quoique fort naturelles, seront aisément dissipées pour quiconque appréciera, sous ce rapport, par anticipation, du point de vue propre à ce Traité, le vrai caractère nécessaire de la sociologie positive, d'après la tendance fondamentale déjà manifestée, à cet égard, avec une si haute évidence, par toutes les branches antérieures de la philosophie naturelle, où l'on ne voit pas certes que, en cessant d'être absolues, pour n'être plus que purement relatives, les diverses notions scientifiques soient aucunement devenues arbitraires. Il est, au contraire, très manifeste que, par une telle transformation, ces notions ont acquis une consistance et une sta-

bilité bien supérieures à leur vague immuabilité primitive, chacune d'elles ayant été ainsi graduellement engagée dans un système de relations qui s'étend et se fortifie sans cesse, et qui tend de plus en plus à prévenir toute grave divagation quelconque. On ne risquera donc nullement de tomber dans un dangereux scepticisme en détruisant irrévocablement cet esprit absolu qui caractérise si déplorablement aujourd'hui l'enfance prolongée de la science sociale, pourvu que ce ne soit, comme en tout autre cas, que le résultat spontané du passage nécessaire de cette science finale à l'état vraiment positif. Dans cette dernière opération fondamentale, la philosophie positive ne saurait, sans doute, démentir sa propriété universelle de ne jamais supprimer aucun moyen quelconque de coordination intellectuelle, sans lui en substituer immédiatement de plus efficaces et plus étendus. N'est-il point sensible, en effet, que cette transition positive de l'absolu au relatif aujourd'hui, en politique, le seul moyen réel de parvenir à des conceptions susceptibles de déterminer graduellement un assentiment unanime et durable?

Quoique les deux dispositions essentielles que je viens d'examiner constituent certainement, par leur nature, l'une pour la méthode, l'autre pour



la doctrine, la double condition fondamentale dont l'accomplissement continu devra directement caractériser la positivité effective de la science sociale, cependant leur considération n'est peut-être point la plus propre, de nos jours, à manifester clairement les symptômes les plus décisifs d'une telle transformation philosophique, en vertu de la connexité trop intime qui, dans cet ordre d'idées plus que dans aucun autre, existe encore entre la théorie et la pratique, et par suite de laquelle toute appréciation purement spéculative et abstraite, malgré son importance réellement prépondérante, ne doit ordinairement inspirer qu'un très faible intérêt et ne peut exciter qu'une insuffisante attention. Cette extrême adhérence, ou plutôt cette confusion presque totale, résulte nécessairement de l'imperfection de la science sociale, d'après sa complication supérieure, comme je l'ai établi, au commencement de ce volume, suivant une loi exposée dans le volume précédent. Aussi, afin de faire mieux ressortir cet indispensable éclaircissement préliminaire, dois-je maintenant considérer surtout, d'une manière spéciale et directe, l'esprit actuel de la politique relativement à l'application générale, et non plus quant à la science elle-même. Sous ce nouvel aspect, cet esprit se montre toujours hautement caractérisé

par la chimérique tendance à exercer, sur les phénomènes correspondans, une action essentiellement illimitée, aberration qui, aujourd'hui bornée aux seuls phénomènes sociaux, a, comme je l'ai souvent fait voir, autrefois dominé, sous des formes plus ou moins équivalentes, quoiqu'à des degrés nécessairement moins prononcés, tous les autres ordres des conceptions humaines, tant qu'ils sont restés assujétis à une philosophie théologique ou métaphysique. Quoique la puissance effective de l'homme pour modifier à son gré des phénomènes quelconques ne puisse jamais résulter que d'une connaissance réelle de leurs propres lois naturelles, il est néanmoins incontestable que, dans tous les genres, l'enfance de la raison humaine a nécessairement coïncidé avec la prétention caractéristique à exercer, sur l'ensemble des phénomènes correspondans, une action essentiellement illimitée. Cette grande illusion primitive résulte toujours spontanément de l'ignorance des lois fondamentales de la nature, combinée avec l'hypothèse prépondérante du pouvoir arbitraire et indéfini alors attribué aux agens surnaturels ou même ensuite aux entités métaphysiques : car, cette vaine ambition se manifestant précisément à l'époque où l'homme influe réellement le moins sur ce qui l'entoure, il ne peut s'attribuer, en général, une

telle autorité que par le secours indispensable de ces forces mystérieuses.

L'histoire générale des opinions humaines vérifie clairement cette aberration fondamentale, à l'égard des phénomènes astronomiques, physiques, chimiques, et même biologiques, comme je l'ai noté, en plusieurs occasions, dans les parties antérieures de ce Traité. On conçoit aisément qu'une telle illusion doit, de toute nécessité, se prolonger d'autant plus que la complication croissante de diverses catégories principales de phénomènes naturels vient y retarder davantage la conception de véritables lois. Il faut d'ailleurs remarquer aussi, à ce sujet, le concours spontané d'une autre influence philosophique, qui doit puissamment secourir, sous ce rapport, cet obstacle fondamental au développement correspondant de la raison humaine, en ce que les différens phénomènes, en même temps qu'ils sont plus compliqués, deviennent, en général, d'autant plus modifiables, comme je l'ai souvent montré dans les deux volumes précédens. La cause essentielle de ces modifications plus étendues résultant du même principe qui détermine une plus grande complication, savoir la généralité décroissante des divers ordres de phénomènes, elle contribue inévitablement à perpétuer, sur la puissance effective de l'homme, une aberra-

tion primitive, ainsi devenue beaucoup plus difficile à démêler et par suite plus excusable. Cette double nécessité a dû spontanément affecter davantage l'étude des phénomènes sociaux, qui devaient, à ce titre, demeurer, plus long-temps et plus profondément que tous les autres, le sujet de semblables illusions. Mais, malgré cette inégalité naturelle, il importait beaucoup de montrer d'abord que, sous ce rapport, comme sous les deux autres aspects déjà indiqués, de tels attributs ne sont nullement particuliers à ce dernier ordre de phénomènes, et qu'ils ont, au contraire, toujours caractérisé l'enfance de la raison humaine, à l'égard de toutes les spéculations possibles, même les plus simples; similitude aussi précieuse qu'irrécusable, puisqu'elle doit faire concevoir aux vrais philosophes, en opposition aux préjugés actuels, l'espoir rationnel de parvenir à dissiper aussi une telle aberration dans le système des idées politiques, par la même voie fondamentale qui en a déjà dégagé tous les autres sujets principaux de nos recherches réelles. Quoi qu'il en soit, cette erreur générale ne subsiste plus essentiellement aujourd'hui que pour les seuls phénomènes sociaux, sauf quelques illusions analogues relatives aux phénomènes intellectuels et moraux, et dont les esprits un peu avancés se sont désormais suffisamment af-

franchis. Mais, en politique, il est évident que, malgré l'incontestable tendance des esprits actuels vers une plus saine philosophie, la disposition prépondérante des hommes d'état et même des publicistes, soit dans l'école théologique, soit dans l'école métaphysique, consiste encore habituellement à concevoir les phénomènes sociaux comme indéfiniment et arbitrairement modifiables, en continuant à supposer l'espèce humaine dépourvue de toute impulsion spontanée, et toujours prête à subir passivement l'influence quelconque du législateur, temporel ou spirituel, pourvu qu'il soit investi d'une autorité suffisante. Sous ce rapport capital, de même que sous tout autre, la politique théologique se montre naturellement moins inconsciente que sa rivale, en ce que, du moins, elle y explique, à sa manière, la monstrueuse disproportion qu'une telle opinion constitue nécessairement entre l'immensité des effets accomplis et l'exiguïté de ces prétendues causes, en y réduisant directement le législateur à n'être, en général, que le simple organe d'une puissance surnaturelle et absolue : ce qui, d'ailleurs, n'en aboutit que plus clairement, et d'une manière bien plus irrésistible, à la domination indéfinie du législateur, ainsi seulement assujéti à emprunter d'en haut sa principale autorité. L'école métaphysique, qui, de

nos jours surtout, recourt d'une manière beaucoup plus vague et moins spéciale à l'artifice de la Providence, sans cesser cependant de reposer finalement sur une telle hypothèse, fait habituellement intervenir, dans ces vaines explications politiques, ses intelligibles entités, et surtout sa grande entité générale de *la nature*, qui enveloppe aujourd'hui toutes les autres, et qui n'est évidemment qu'une dégénération abstraite du principe théologique. Dédaignant même toute subordination quelconque des effets aux causes, elle tente souvent d'é luder la difficulté philosophique en attribuant principalement au hasard la production des événements observés ; et quelquefois, quand l'inanité d'un tel expédient devient trop saillante, en exagérant, au degré le plus absurde, l'influence nécessaire du génie individuel sur la marche générale des affaires humaines. Quel que soit le mode, dont l'examen spécial serait ici très superflu, le résultat, dans l'une et l'autre école, est toujours, au fond, de représenter également l'action politique de l'homme comme essentiellement indéfinie et arbitraire, ainsi qu'on le croyait jadis à l'égard des phénomènes biologiques, chimiques, physiques, et même astronomiques, pendant l'effluence théologico-métaphysique, plus ou moins prolongée, des sciences correspondantes. Or, cette irréversible aberration constitue aujourd'hui, à mes

yeux, le caractère le plus décisif d'une telle enfance, encore persistante dans l'ordre des idées sociales. Elle indique, en effet, de la manière la plus directe et la moins équivoque, une répugnance systématique à envisager les phénomènes politiques comme assujétis à de véritables lois naturelles, dont l'immédiate application générale serait nécessairement ici, de même qu'en tout autre cas antérieur, d'imposer aussitôt à l'action politique des limites fondamentales, en dissipant sans retour la vaine prétention de gouverner à notre gré ce genre de phénomènes, aussi radicalement soustrait qu'aucun autre aux caprices humains ou sur-humains. Combinée avec la tendance, ci-dessus signalée, aux conceptions absolues, dont elle est spontanément inséparable, comme deux aspects co-relatifs d'une même philosophie, on y doit voir, ce me semble, la principale cause intellectuelle de la perturbation sociale actuelle; puisque l'espèce humaine se trouve ainsi livrée, sans aucune protection logique, à l'expérimentation désordonnée des diverses écoles politiques, dont chacune cherche à faire indéfiniment prévaloir son type immuable de gouvernement. Tant que la prépondérance effective de l'ancien système politique a interdit le libre examen des questions sociales, de tels inconvénients ont dû se trouver dissimulés, et une certaine dis-

cipline intellectuelle a pu exister, par une sorte de compression extérieure, malgré la nature théologique de la philosophie politique. Mais, le cours naturel des divagations individuelles ne pouvait être ainsi que suspendu ou plutôt contenu, et l'irruption philosophique a dû s'opérer spontanément, à mesure que l'ascendant graduel de la politique métaphysique faisait prévaloir le droit général d'examen. Le danger fondamental d'une semblable philosophie politique a pu dès-lors se développer librement dans toute étendue, jusqu'au point de remettre directement en question l'utilité générale de l'état social lui-même, puisque d'éloquens sophistes n'ont pas craint, comme on sait, de préconiser systématiquement la supériorité de la vie sauvage, telle qu'ils l'avaient rêvée. Parvenues à ce degré d'absurdité et de divergence, les utopies métaphysico-théologiques constatent, sans doute, avec une entière évidence, la haute impossibilité d'établir aujourd'hui, en politique, aucune notion vraiment stable et commune, tant qu'on continuera à y poursuivre la vaine recherche absolue du meilleur gouvernement, abstraction faite de tout état déterminé de civilisation, ou, ce qui est scientifiquement équivalent, tant que la société humaine y sera conçue comme marchant, sans direction propre, sous l'arbitraire impulsion

du législateur. Il n'y a donc réellement désormais, en philosophie politique, d'ordre et d'accord possibles qu'en assujétissant les phénomènes sociaux, de la même manière que tous les autres, à d'invariables lois naturelles, dont l'ensemble circonscrit, pour chaque époque, à l'abri de toute grave incertitude, les limites fondamentales et le caractère essentiel de l'action politique proprement dite : en un mot, en introduisant à jamais, dans l'étude générale des phénomènes sociaux, ce même esprit positif, qui déjà a successivement régénéré et discipliné tous les autres genres des spéculations humaines, dont l'état primitif n'avait pas été, au fond, plus satisfaisant. De toute autre manière, et en conservant le même mode essentiel de philosophe, on ne saurait concevoir d'autre moyen de parvenir au degré convenable de fixité et de convergence, que de rétablir une suffisante compression intellectuelle, heureusement devenue aujourd'hui aussi évidemment chimérique que radicalement dangereuse. Il n'est pas moins sensible, d'un autre côté, que ce sentiment fondamental d'un mouvement social spontané et réglé par des lois naturelles, constitue nécessairement la véritable base scientifique de la dignité humaine, dans l'ordre des évènements politiques, puisque les principales tendances de l'humanité acquièrent ainsi

un imposant caractère d'autorité, qui doit être toujours respecté, comme base prépondérante, par toute législation rationnelle : tandis que la croyance actuelle à la puissance indéfinie des combinaisons politiques, qui semble d'abord tant rehausser l'importance de l'homme, n'aboutit, à vrai dire, qu'à lui attribuer une sorte d'automatisme social, passivement dirigé par la suprématie absolue et arbitraire, soit de la Providence, soit du législateur humain, suivant le contraste général pleinement reconnu à l'égard de tous les autres phénomènes quelconques. Ces diverses explications sommaires doivent suffire ici pour rendre incontestable que, conformément à notre indication première, c'est réellement dans la rectification définitive d'une telle aberration que consiste, à tous égards, le nœud essentiel de la difficulté philosophique dans la régénération radicale de la science politique, dès lors caractérisée sous la forme la plus décisive, en un temps où les habitudes intellectuelles prépondérantes ne permettent guère de saisir convenablement les conceptions sociales que sous leur aspect pratique, et non sous le point de vue scientifique, et, à plus forte raison, sous le rapport logique proprement dit, que j'avais déjà suffisamment signalés.

Afin de résumer utilement, par une considé-

ration finale, qui embrasse nécessairement toutes les autres, l'ensemble de ces indications préliminaires sur les conditions fondamentales que doit inévitablement remplir l'esprit général de la sociologie positive, il suffit enfin d'y appliquer directement aussi le principe de la prévision rationnelle, que j'ai tant présenté, envers toutes les parties antérieures de la philosophie naturelle, comme constituant le plus irrécusable critérium de la positivité scientifique. On peut donc, sous ce dernier point de vue, réduire ici la difficulté fondamentale à concevoir régulièrement désormais les phénomènes sociaux comme aussi susceptibles de prévision scientifique que tous les autres phénomènes quelconques, entre des limites de précision d'ailleurs compatibles avec leur complication supérieure, suivant la règle générale établie, à cet égard, dès le début de ce Traité. Cette manière d'envisager une telle rénovation philosophique présente, en effet, l'avantage spécial de rappeler directement à la fois, d'après le mode le plus expressif, les trois caractères essentiels que je viens d'examiner successivement depuis le commencement de ce chapitre, et qui tous se rapportent, sous des aspects distincts mais équivalens, à la subordination continue des diverses conceptions sociales à d'invariables lois naturelles, sans les-

quelles les événemens politiques ne sauraient évidemment comporter aucune véritable prévision. La seule pensée d'une prévision rationnelle suppose donc, avant tout, que l'esprit humain a définitivement abandonné, en philosophie politique, la région des idéalités métaphysiques, pour s'établir à jamais sur le terrain des réalités observées, par une systématique subordination, directe et continue, de l'imagination à l'observation; elle exige, avec une autorité non moins évidente, que les conceptions politiques cessent d'être absolues pour devenir constamment relatives à l'état régulièrement variable de la civilisation humaine, afin que les théories, pouvant toujours suivre le cours naturel des faits, permettent de les prévoir réellement; enfin, elle implique aussi, de toute nécessité, l'inévitable limitation permanente de l'action politique d'après des lois exactement déterminées, puisque, s'il en était autrement, la série générale des événemens sociaux, toujours exposée à de profondes perturbations inspirées par l'accidentelle intervention prépondérante du législateur, soit humain, soit divin, ne pourrait être aucunement prévue avec une sécurité vraiment scientifique. Ainsi, nous pourrons désormais, pour faciliter l'examen philosophique, concentrer essentiellement sur ce grand attribut de prévision rationnelle

l'ensemble des diverses conditions destinées à caractériser le véritable esprit fondamental de la politique positive. Cette concentration intellectuelle devient d'autant plus convenable que, dans ce sujet, comme dans tous les autres, et plus clairement même aujourd'hui qu'envers aucun autre, vu l'actualité plus frappante d'une semblable régénération, un tel attribut est éminemment propre à distinguer, d'une manière aussi profonde que directe, la nouvelle philosophie sociale d'avec l'ancienne. En effet, des événemens régis par des volontés surnaturelles peuvent bien laisser supposer des révélations, mais ils ne sauraient évidemment comporter aucune prévision scientifique, dont la seule pensée constituerait un vraisacrilège : il en est essentiellement de même quand leur direction appartient à des entités métaphysiques, sauf la chance de révélation, qui serait dès lors perdue, si une telle conception n'était, au fond, une simple modification générale de la première. Rien n'est aujourd'hui plus sensible à l'égard des événemens politiques, pour lesquels la doctrine théologique et la doctrine métaphysique ne peuvent fournir habituellement qu'une aveugle et stérile consécration uniforme de tous les faits accomplis ; puisque ces étranges modes d'explication s'appliqueraient, d'ordinaire, avec une égale facilité, à des événe-

mens directement contraires, sans que ces vaines formules puissent jamais conduire, par elles-mêmes, à la moindre indication de l'avenir social. Si, néanmoins, on peut dire que, à toutes les époques, un grand nombre de faits politiques secondaires ont été généralement regardés comme susceptibles de prévision, cela vérifie seulement que, comme je l'ai établi, dès l'origine de ce Traité, la philosophie théologico-métaphysique n'a jamais pu être rigoureusement universelle, et qu'elle a dû être toujours plus ou moins tempérée, dans toute application, par l'inévitable mélange d'un positivisme faible et incomplet, dont l'accession, bien que éminemment subalterne, fut évidemment sans cesse indispensable à la marche réelle de l'esprit humain et de la société. Mais, quoiqu'une telle vérification soit particulièrement sensible, surtout aujourd'hui, envers les phénomènes politiques, elle n'empêche nullement que leur subordination prolongée à des conceptions théologiques ou métaphysiques ne les rende encore essentiellement incompatibles avec toute idée d'une prévision vraiment scientifique, si ce n'est à quelques égards secondaires et partiels, où la sorte de prévision vulgaire dont ils sont habituellement le sujet ne s'élève pas même au-dessus d'un empirisme aussi incertain que grossier, qui,

malgré son utilité provisoire, ne saurait aucunement dissimuler le besoin fondamental de régénération de la philosophie politique.

Dans l'état présent de vague et confuse irrationalité des études sociales, l'ensemble des considérations préliminaires dont je viens de terminer l'indication pourrait aisément, avec quelques artifices d'exposition, passer pour une première réalisation générale de la grande rénovation philosophique qu'il s'agissait seulement ainsi de caractériser suffisamment: en un sujet aussi mal conçu jusqu'ici, de simples énoncés ont été souvent érigés, à bien moins de titres, en de vraies solutions. Toutefois, les esprits convenablement préparés par l'habitude profonde des conceptions vraiment scientifiques, se garantiraient aisément d'une semblable illusion, en reconnaissant sans hésitation que les indispensables conditions successivement définies depuis le commencement de ce chapitre se rapportent uniquement, par leur nature, à la position fondamentale des questions en philosophie politique, et ne peuvent, en conséquence, aucunement suffire, par elles-mêmes, à mettre immédiatement sur la voie réelle de l'opération définitive. Nous avons ainsi simplement établi un important préambule général, qui pourra nous guider utilement, dans l'ensemble

de ce volume, pour formuler nettement le but scientifique qu'il s'agit d'atteindre, et même pour en apprécier exactement le véritable accomplissement graduel. Il faut maintenant procéder, d'une manière directe, à une première exposition sommaire de l'esprit général de la physique sociale, dont les conditions essentielles sont désormais suffisamment caractérisées. Cet esprit devra d'ailleurs être surtout connu et apprécié ultérieurement, d'après l'application spontanée qui s'en fera continuellement dans le cours entier des leçons suivantes.

Tout le principe philosophique d'un tel esprit se réduisant nécessairement, d'après les explications précédentes, à concevoir toujours les phénomènes sociaux comme inévitablement assujétis à de véritables lois naturelles, comportant régulièrement une prévision rationnelle, il s'agit donc de fixer ici, en général, quels doivent être le sujet précis et le caractère propre de ces lois, dont la suite de ce volume contiendra l'exposition effective, autant que le permet l'état naissant de la science que je m'efforce de créer. Or, à cette fin, il faut, avant tout, étendre convenablement, à l'ensemble des phénomènes sociaux, une distinction scientifique vraiment fondamentale, que j'ai établie et employée, dans toutes les parties de ce Traité, et principalement en philoso-



phie biologique, comme radicalement applicable, par sa nature, à des phénomènes quelconques, et surtout à tous ceux qui peuvent présenter des corps vivans, en considérant séparément, mais toujours en vue d'une exacte coordination systématique, l'état *statique* et l'état *dynamique* de chaque sujet d'études positives. Dans la simple biologie, c'est-à-dire pour l'étude générale de la seule vie individuelle, cette indispensable décomposition donne lieu, d'après les explications contenues au volume précédent, à distinguer rationnellement entre le point de vue purement anatomique, relatif aux idées d'organisation, et le point de vue physiologique proprement dit, directement propre aux idées de vie : ces deux aspects, spontanément séparés, presque en tout temps, se trouvant dès-lors exactement appréciés par une irrévocable analyse philosophique, qui en épure et en perfectionne la comparaison nécessaire. En sociologie, la décomposition doit s'opérer d'une manière parfaitement analogue, et non moins prononcée, en distinguant radicalement, à l'égard de chaque sujet politique, entre l'étude fondamentale des conditions d'existence de la société, et celle des lois de son mouvement continu. Cette différence me semble, dès à présent, assez caractérisée pour me permettre de

prévoir que, dans la suite, son développement spontané pourra donner lieu à décomposer habituellement la physique sociale en deux sciences principales, sous les noms, par exemple, de *statique sociale* et *dynamique sociale*, aussi essentiellement distinctes l'une de l'autre que le sont aujourd'hui l'anatomie et la physiologie individuelles. Mais il serait certainement prématuré d'attacher maintenant aucune grave importance à cette distribution méthodique, à l'époque même de la première institution de la science. On peut d'ailleurs craindre que, sous ce rapport, une telle division tranchée de la science sociale n'y introduisit aujourd'hui cet inconvénient capital, trop conforme à la tendance dispersive des esprits actuels, de faire vicieusement négliger l'indispensable combinaison permanente de ces deux points de vue généraux, comme je l'ai expliqué, dans le volume précédent, pour la biologie, où nous avons reconnu que la division vulgaire entre l'anatomie et la physiologie tend désormais à s'effacer entièrement. En tout cas, une scission quelconque du travail sociologique serait évidemment inopportune, et même irrationnelle, tant que l'ensemble n'en aura pas été convenablement conçu. Mais cette importante considération ne saurait affecter, en aucune manière, ni la justesse